

M. Winch: Mais alors, que le ministre me permette de lui poser cette question supplémentaire importante et précise. Donnera-t-on à la Chambre des communes l'occasion de discuter les engagements du Canada avant qu'ils ne deviennent un fait accompli?

L'hon. M. Hellyer: Je viens de dire que, lors de l'étude des crédits de la Défense nationale qui aura lieu, je l'espère, au cours des deux prochains mois avant le congé d'été, on aura amplement l'occasion de discuter les rôles et les missions qui seront confiés ultérieurement à nos troupes. Ce sera la meilleure occasion pour tous les députés de donner leur avis au gouvernement sur une politique canadienne appropriée pour les cinq années suivantes.

M. Winch: Une autre question complémentaire. Dans ce cas, le ministre communiquera-t-il au comité de la défense l'intention du gouvernement pour qu'elle puisse être examinée?

M. l'Orateur: A l'ordre.

LE NATIONAL-CANADIEN

RUMEURS DE RÉDUCTION DU SERVICE TRANSCONTINENTAL

A l'appel de l'ordre du jour.

M. J. E. Pascoe (Moose-Jaw-Lake-Centre): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Transports. Étant donné les bruits selon lesquels le National-Canadien éliminerait ou modifierait de fond en comble son service voyageurs transcontinental, le ministre nous donnerait-il l'assurance que pareil bouleversement des services ferroviaires actuels ne saurait se faire qu'après un examen complet de toute la question par la Chambre?

L'hon. J. W. Pickersgill (ministre des Transports): Je ne sais rien de ce bruit, monsieur l'Orateur, et je devrais peut-être me renseigner avant de donner une assurance quelconque.

M. Thomas M. Bell (Saint-Jean-Albert): Monsieur l'Orateur, le ministre ferait-il savoir aux dirigeants du National-Canadien que ce projet serait contraire aux désirs du comité des transports, qui a abattu une besogne très efficace à cet égard?

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Les députés voient sans doute que la question est hypothétique.

LE REVENU NATIONAL

LA CENSURE DE PUBLICATIONS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. David Orlikow (Winnipeg-Nord): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre du Revenu national. Nous dirait-il si son ministère a adopté une nouvelle politique quant à la censure des livres et à l'interdiction d'importer certains livres à cause de leur contenu?

L'hon. E. J. Benson (ministre du Revenu national et président du Conseil du Trésor): Monsieur l'Orateur, notre politique est toujours la même.

M. Orlikow: Le ministre nous dirait-il s'il est vrai que l'entrée au Canada de certains livres a été interdite?

M. l'Orateur: A l'ordre. Cette question ne peut être posée maintenant.

L'AGRICULTURE

LES RÉUNIONS DE L'OFFICE DES PROVENDES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. H. W. Danforth (Kent (Ont.)): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre des Forêts. Les membres de l'Office des provendes ont-ils tenu des réunions et quand seront-ils en mesure de recevoir des mémoires ou des instances de l'industrie des céréales?

L'hon. Maurice Sauvé (ministre des Forêts et du Développement rural): Les membres de l'Office, monsieur l'Orateur, se sont réunis les 25 et 26 avril. Le bureau de Montréal ouvrira ce mois-ci et l'Office est déjà en mesure de recevoir des mémoires ou des rapports.

LA PÊCHE

LA COLOMBIE-BRITANNIQUE—LES LIMITES POUR LA PÊCHE AU SAUMON

A l'appel de l'ordre du jour.

M. D. W. Groos (Victoria (C.-B.)): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre des Pêcheries. A-t-il reçu des télégrammes des associations de pêcheurs de la Colombie-Britannique et de la B.C. Packers protestant contre la fermeture de la pêche commerciale du saumon, envisagée par le ministère, de la zone 19 et d'une partie de la zone 20? Voilà pour la première question. Je crois avoir une question supplémentaire à poser.